

LA FEMME AU TCHAD : EDUCATION ET ACTIVITE PROFESSIONNELLE

La situation de la femme et sa place dans la société préoccupent depuis plusieurs années le monde. Elles alimentent bon nombres de colloques, de conférences, de thèmes de médias etc.

Les guerres civiles récurrentes au Tchad depuis son accession à l'indépendance le 11 août 1960 ont déstructuré le tissu socio-économique, politique et culturel du pays et ont contribué à maintenir la femme tchadienne à son rôle classique de mère et d'épouse au lieu d'être également un agent de développement responsable de sa famille et du devenir de son pays.

Cependant, depuis ces dernières décennies, la condition des femmes tchadiennes a relativement progressé, en particulier dans le domaine de l'éducation et de l'activité professionnelle. Aujourd'hui, la femme tchadienne a acquis un certain statut qu'elle n'avait pas il y a quelques années.

La femme tchadienne et l'éducation

Les dépenses publiques en éducation représentent près de 3 % du produit intérieur brut (PIB). Ce chiffre explique simplement que l'éducation au Tchad malgré tous les discours d'intention, reste le parent pauvre des priorités gouvernementales. Malgré le développement d'une vaste campagne d'alphabétisation, 34% des hommes et 60% des femmes sont analphabètes.

L'accès des filles aux études supérieures par rapport aux garçons est très faible, par conséquent, Il y a un grand écart entre les filles et les garçons sur le plan de l'enseignement supérieur.

Université de N'Djamena

- Faculté de lettres et sciences humaines : 1286 dont 21 filles ;
- Faculté des sciences juridiques, économiques et de gestion : 783 dont 73 - filles ;
- Faculté des sciences exactes et appliquées : 354 dont 12 filles ;
- Faculté des sciences de la santé : 105 dont 8 filles ;
- Institut supérieur des sciences de l'éducation : 285 dont 21 filles ;
- Institut supérieur de gestion (privé) : 131 dont 28 filles ;
- Ecole nationale des travaux publics : 31 et aucune fille.

On observe donc une disparité numérique énorme entre garçons et filles dont le taux d'inscription est seulement de 2%.

Les difficultés pour les filles d'accéder aux études supérieures sont notamment dues à l'éducation de base et son processus évolutif. Pour accéder aux études supérieures, il faut le cursus scolaire soit suivi régulièrement. Or ce n'est pas le cas. Les filles sont souvent cantonnées aux travaux ménagers et à l'éducation des enfants. Elles quittent en général l'école à l'occasion de sa première grossesse, qui a lieu soit au collège ou au lycée. Ensuite, de nombreuses activités leurs sont dévolues : la cuisine, le ménage, le marché, des travaux des champs, le transport à dos d'ânes du bois et du foin pour les animaux, ainsi que les soins et l'éducation des multiples enfants.

Au-delà de ce fardeau, il faut ajouter le manque d'enseignants, certains élèves n'ont pas de livres, d'autres marchent des dizaines de kilomètres chaque jour pour aller à l'école. Dans ces conditions d'études, le taux d'abandon au niveau primaire est très important ; car l'enfant, surtout la fille constitue avant tout une force de travail nécessaire à la famille.

Par ailleurs, plus frappées par la pauvreté, plus soumises au mariage forcé et précoce etc. les femmes tchadiennes ont moins de chance de poursuivre un cursus normal jusqu'au niveau des études supérieures, voire de les mener à terme.

Toutefois, il faut relever ici que depuis les années 2000, une évolution positive de la femme tchadienne a été observée. Un bon nombre des filles suivent des formations supérieures et le plus souvent achèvent leurs cursus académiques avec succès et accèdent au marché de l'emploi. En fonction de

leurs compétences, elles sont aussi appelées à assumer des hautes fonctions institutionnelles. Cependant, il reste toujours un certain fossé entre les hommes et les femmes dû principalement à la culture, aux traditions et à la résistance des hommes.

Activités professionnelles, administration et participation politique : la place de la femme tchadienne

Plus la femme est instruite et compétente, mieux elle a de chances d'accéder à des postes de responsabilité. Plusieurs femmes au Tchad ont eu accès à des postes importants. En ce moment, 5 femmes tchadiennes sont déjà dans le gouvernement actuel. D'autres occupent des grandes fonctions au sein des hautes institutions nationales telles que la Cour suprême, le Conseil constitutionnel, le Haut conseil de la communication, le Conseil économique et social, l'Assemblée nationale, la Cour d'Appel de N'Djamena, etc.. D'autres ont gravi les échelons pour occuper occupent les sièges des grandes sociétés (Banque tchadienne du développement, par exemple). On retrouve également certaines femmes directrices, chefs de service, conseillères, diplomates, journalistes, artistes, juristes, enseignantes, avocates, économistes, gestionnaires, responsables syndicales ou associatives, membres des partis politiques etc. Cette évolution encourage les femmes à poursuivre leur formation, et c'est un gage d'espoir et des exemples à suivre pour les filles. C'est aussi un appel à l'ouverture d'esprit pour les hommes.

Toutefois, ce modernisme n'est encore réel que pour quelques privilégiées, car la plupart des femmes tchadiennes sont loin de combler leur retard par rapport aux hommes. La majorité d'entre elles n'ont que de petits boulots informels ou des activités rurales dont l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, le petit commerce etc.

Les quelques progrès de la situation des femmes se heurtent le plus souvent à la tradition qui les assigne aux rôles d'épouse et de la mère. En outre, la pratique des différents codes de loi (coutumiers, religieux...) défavorise les femmes sur le plan de la profession, de l'héritage, de l'accès au savoir, de l'accès à la parole en public, etc. Elles sont également restreintes à l'espace domestique, de la soumission. Certaines décisions importantes sont prises sans elles. Le poids des traditions se fait ainsi fortement sentir et renforce le contrôle des femmes par les hommes (père, frère oncle, mari) Ainsi, l'accès à la scolarisation, l'accès et l'exercice de la profession sont restreints pour les femmes. Il y a également la pratique de la dot qui donne aux hommes plus de pouvoir sur les femmes.

Dans les centres villes, les traditions tendent à être bousculées. Les femmes tendent à entrer dans la vie active en tant qu'actrices à part entière. Grâce à leur emploi rémunéré, elles deviennent économiquement plus stables, et socialement plus libérées et plus considérées. Mais elles ont alors à faire face à un dilemme : sacrifier l'activité professionnelle au profit de la vie domestique ou vice-versa. Par ailleurs, les hommes ont du mal à accepter comme épouse une intellectuelle, une femme autonome financièrement ou professionnellement, car ils craignent de ne plus être le maître incontesté du foyer.

D'autre part, la femme éduquée ou autonome accepte difficilement la présence d'une coépouse. Nombreuses se retrouvent ainsi célibataires ou divorcées.

Conclusion

En dépit de l'ouverture démocratique, des discours et politiques de promotion en faveur de la femme tchadienne dans les domaines de l'alphabétisation, de la scolarisation, de la santé, de l'emploi, de l'administration, du politique, du développement..., le fossé entre les hommes et les femmes reste encore important au Tchad.

Cependant, prenant de plus en plus conscience de leur situation, les femmes tchadiennes tentent de sortir du cadre traditionnel qui leur est tracé et de profiter du rôle important qu'elle joue dans la production économique et la reproduction sociale pour améliorer leur situation actuelle, chacune selon ses capacités, ses qualités et la situation de départ.

L'organisation annuelle de la Semaine nationale de la femme tchadienne (SENAFET) s'inscrit dans cette dynamique.

La SENAFET est un cadre où les femmes se retrouvent pour réfléchir, partager, se concerter, se former et se sensibiliser sur divers sujets en vue de relever divers défis, de faire face aux préjugés sociaux et interdictions dont elles font l'objet. Ainsi tous les espoirs sont permis.

Yalta Aïssatou SOUA